

# ENTRE IDÉOLOGIE ET RÉALITÉ : L'EXPÉRIENCE DU SOCIALISME MALGACHE

Between Ideology and Reality: The Experience of Malagasy Socialism

| SOLOFOMANANAZA Thomas Fabien <sup>1</sup> |

<sup>1</sup> Université d'Antananarivo, Domaine Arts | Lettres et Sciences Humaines | Mention Philosophie | Madagascar |



| DOI: 10.5281/zenodo.20380902 | Received April 23, 2026 | Accepted May 20, 2026 | Published May 25, 2026 | ID Article | Fabien-Ref5-4-22ajiras230426 |

## RÉSUMÉ

L'instauration du socialisme à Madagascar sous la Deuxième République (1975–1991) constitue une expérience historique singulière, née de la volonté de rompre avec l'ordre colonial français, de réduire les inégalités sociales profondes et d'affirmer une souveraineté nationale pleine et entière. Ce choix idéologique s'inscrit dans un contexte international marqué par l'essor des idéologies tiers-mondistes, le mouvement des non-alignés issu de la Conférence de Bandung (1955) et la diffusion des socialismes nationaux africains. Conduit par Didier Ratsiraka à partir de 1975 et institutionnalisé sous le régime du parti unique AREMA, le projet socialiste malgache mobilise un corpus théorique composite associant marxisme-léninisme, théorie de la dépendance et références aux solidarités communautaires locales. Cependant, sa mise en œuvre a été systématiquement entravée par une économie faiblement industrialisée, extravertie et dépendante des exportations primaires, ainsi que par un appareil d'État fragile hérité de la colonisation. La politisation autoritaire du projet socialiste, conjuguée à l'endettement extérieur croissant et aux pressions des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale à partir de 1981, ont précipité la crise de légitimité du régime, aboutissant à l'effondrement de la Deuxième République en 1991. Méthodologiquement, cet article mobilise une analyse théorique-historique articulant le cadre marxien et post-marxien (Amin, Wallerstein, Gramsci, Arendt, Habermas) à une documentation historique et économique précise. L'expérience malgache confirme que le socialisme d'État, dans des conditions de dépendance structurelle, demeure une expérience critique plutôt qu'un modèle achevé d'émancipation.

**Mots-clés :** *socialisme, Madagascar, postcolonial, dépendance, hégémonie, légitimité, AREMA, ajustement structurel*

## ABSTRACT

The establishment of socialism in Madagascar under the Second Republic (1975–1991) represents a singular historical experience, born of the determination to break with the French colonial order, reduce deep social inequalities, and assert full national sovereignty. This ideological choice emerged within an international context shaped by the rise of Third Worldist ideologies, the Non-Aligned Movement that grew from the Bandung Conference (1955), and the spread of African national socialisms. Led by Didier Ratsiraka from 1975 onward and institutionalized under the single-party regime of AREMA, the Malagasy socialist project drew on a composite theoretical corpus combining Marxism-Leninism, dependency theory, and references to local communal solidarities. However, its implementation was systematically hampered by a weakly industrialized, export-oriented economy dependent on primary commodity exports, as well as by a fragile state apparatus inherited from colonialism. The authoritarian politicization of the socialist project, combined with rising external indebtedness and the pressures of structural adjustment programs imposed by the IMF and World Bank from 1981 onward, precipitated a legitimation crisis that culminated in the collapse of the Second Republic in 1991. Methodologically, this article employs a theoretical-historical analysis articulating Marxian and post-Marxian frameworks (Amin, Wallerstein, Gramsci, Arendt, Habermas) with precise historical and economic documentation. The Malagasy experience confirms that state socialism, under conditions of structural dependency, remains a critical experiment rather than a fully developed model of emancipation.

**Keywords:** *socialism, Madagascar, postcolonial, dependency, hegemony, legitimacy, AREMA, structural adjustment*

## INTRODUCTION

L'histoire politique et économique de Madagascar est traversée par une tentative singulière d'appropriation du socialisme comme voie de développement et d'émancipation nationale. À la suite de l'indépendance proclamée le 26 juin 1960, et plus nettement encore sous la Deuxième République (1975–1991), le socialisme s'est imposé comme un choix idéologique et politique visant à rompre avec l'héritage colonial, à réduire les inégalités sociales et à affirmer la souveraineté de l'État face aux logiques du capitalisme international. Lorsque Didier Ratsiraka accède au pouvoir en 1975, il publie la *Charte de la Révolution socialiste malgache*, connue sous le nom de « Livre rouge », qui pose les fondements théoriques et programmatiques du nouvel ordre politique. Ce document, combinant un socialisme d'inspiration marxiste-léniniste et des références aux valeurs communautaires malgaches, notamment le *fihavanana* (solidarité familiale et communautaire), articule nationalisations, planification centrale et autosuffisance économique comme piliers du développement national.

Sur le plan économique, Madagascar en 1975 présente des indicateurs particulièrement défavorables : un produit intérieur brut par habitant d'environ 200 dollars américains, une dépendance aux exportations agricoles (vanille, café, girofle, sucre) représentant plus de 80 % des recettes d'exportation, et un taux d'industrialisation inférieur à 12 % du PIB (Archer, 1976). La dette extérieure, encore modeste au début des années 1970, connaît une progression vertigineuse au cours de la décennie suivante, passant de 150 millions de dollars en 1975 à plus de 1,2 milliard en 1980, sous l'effet conjugué des chocs pétroliers et des politiques d'investissement public massif financées par l'emprunt international (Mkandawire & Soludo, 1998). Ce contexte matériel constitue le fond structurel sur lequel se déploie l'expérience socialiste, et qui en conditionne profondément les possibilités et les limites. La problématique qui guide cette étude peut être formulée ainsi : pourquoi le projet socialiste à Madagascar, conçu comme une voie d'émancipation et de transformation sociale, n'a-t-il pas réussi à s'institutionnaliser durablement ni à répondre aux attentes économiques et sociales qui avaient motivé son adoption ? Cette difficulté relève-t-elle d'une inadéquation théorique du socialisme lui-même, d'une mise en œuvre défailante, ou de contraintes structurelles propres au contexte malgache et à l'ordre international ? Pour répondre à ces questions, cet article adopte une démarche théorico-historique articulant plusieurs cadres analytiques complémentaires : le marxisme et la critique du capitalisme colonial (Marx, 1976 ; Fanon, 1961), la théorie de la dépendance et du système-monde (Amin, 1973 ; Wallerstein, 1984 ; Frank, 1967 ; Cardoso & Faletto, 1979), la philosophie politique de l'hégémonie et de la légitimation (Gramsci, 1996 ; Habermas, 1978 ; Arendt, 1972), ainsi que la sociologie critique des structures sociales (Bourdieu, 1980 ; Weber, 1971).

L'article s'organise en trois parties. Il s'agira d'abord d'analyser les causes historiques, politiques et idéologiques ayant conduit à l'adoption du socialisme à Madagascar, en restituant le poids de l'héritage colonial, la crise du libéralisme postcolonial sous Tsiranana, et l'influence déterminante des idéologies tiers-mondistes. On examinera ensuite les défis internes et structurels qui ont entravé son instauration effective : faiblesse de la base économique, fragilité institutionnelle de l'État, et dérive autoritaire du projet socialiste. Enfin, on mettra en lumière les contraintes externes et les contradictions internes du projet, notamment les pressions des institutions financières internationales, les tensions entre modèle étatiste et réalités sociales locales, et la crise de légitimité qui a précipité l'effondrement du régime. Cette analyse permettra de dégager des réflexions plus larges sur les conditions d'une transformation sociale viable dans les sociétés postcoloniales périphériques.

## I. LES CAUSES DE L'ADOPTION DU SOCIALISME À MADAGASCAR

### I.1. L'héritage colonial et la quête de souveraineté

L'adoption du socialisme à Madagascar ne peut être comprise sans référence directe à l'expérience coloniale française, officiellement instaurée en 1896 après la conquête militaire de l'île et la déposition de la reine Ranaivalona III. La colonisation française s'est caractérisée par une économie extravertie radicalement orientée vers les besoins de la métropole. Le système foncier colonial a procédé à des expropriations massives : entre 1896 et 1940, plus de 500 000 hectares de terres ont été transférés à des colons européens et à des sociétés concessionnaires, déstructurant profondément les systèmes agraires traditionnels (Raison, 1984). La fiscalité coercitive - impôt de capitation - contraignait les paysans à entrer dans l'économie monétaire et, faute de numéraire, à se louer comme travailleurs. Le SMOTIG (Service de Main-d'œuvre pour des Travaux d'Intérêts Généraux), mis en place dans les années 1920-1940, a institutionnalisé le travail forcé, mobilisant des dizaines de milliers de Malgaches pour la construction de routes, de ponts et d'infrastructures servant avant tout l'économie coloniale.

L'insurrection de mars 1947 constitue le moment le plus dramatique de la résistance malgache à la domination coloniale. Déclenchée simultanément dans plusieurs régions de l'île, elle est violemment réprimée par les forces françaises : les estimations du nombre de victimes varient entre 11 000 et 100 000 morts selon les sources, dont une grande partie de civils (Archer, 1976). Les leaders du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) sont emprisonnés ou exilés. Cette répression traumatique marque durablement la conscience politique malgache et nourrit une profonde méfiance vis-à-vis du capitalisme libéral associé à la puissance coloniale. Comme l'analysait Marx (1976), « *le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores* » (p. 748) : la violence coloniale n'est pas un accident de l'histoire capitaliste, mais sa logique même d'accumulation primitive.

Dans cette perspective, le socialisme apparaît, après l'indépendance proclamée le 26 juin 1960, comme une réponse historique à la domination coloniale et à ses prolongements économiques. Il s'inscrit dans ce que Frantz Fanon (1961) concevait comme la tâche fondamentale de la décolonisation : non pas simplement un transfert formel du pouvoir politique, mais une transformation radicale des structures économiques héritées, car « *la décolonisation est véritablement création d'hommes nouveaux* » (p. 36). La quête de souveraineté nationale malgache passe donc par la volonté de reprendre le contrôle des ressources naturelles, du foncier et des instruments de production, longtemps aux mains du capital colonial et de ses successeurs néocoloniaux. Cette aspiration profondément ancrée dans la mémoire collective constitue le substrat émotionnel et politique sur lequel s'édifiera, quinze ans après l'indépendance formelle, le projet socialiste de Ratsiraka. Mamdani (1996) éclaire cette dynamique en soulignant que la colonisation a produit

une forme spécifique de sujétion politique, celle du « sujet » racialisé et décivilisé, dont l'émancipation requiert une transformation non seulement institutionnelle mais symbolique et culturelle. Le socialisme malgache s'inscrit ainsi dans une dynamique de réappropriation collective, perçue comme condition de la dignité nationale et de l'émancipation sociale, répondant à une demande identitaire que le simple libéralisme postcolonial était structurellement incapable de satisfaire.

## I.2. La crise de l'État libéral postcolonial

Les premières années de l'indépendance, sous la présidence de Philibert Tsiranana (1960–1972), sont marquées par le maintien de liens étroits avec l'ancienne puissance coloniale, dans le cadre de ce que les analystes africains ont désigné comme la « Françafrique », ce réseau de dépendances politiques, économiques et militaires liant les anciennes colonies à Paris (Bayart, 1989). Madagascar conclut avec la France des accords de défense, de coopération technique et monétaire qui préservent l'essentiel de la structure économique coloniale. Les sociétés françaises continuent de contrôler les secteurs stratégiques : commerce d'exportation, industrie de transformation, services bancaires. Sur le plan économique, la politique libérale de Tsiranana ne produit aucune industrialisation significative. Entre 1960 et 1972, la part de l'industrie dans le PIB stagne autour de 11–12 %, tandis que les inégalités sociales s'accroissent entre les élites urbaines proches du pouvoir et les masses rurales (Archer, 1976). Le taux de scolarisation reste faible, l'accès aux soins très limité hors des villes, et la balance commerciale structurellement déficitaire. Cette situation correspond à ce que Marx (1976) décrivait comme l'incapacité du capitalisme périphérique à produire un développement autonome : les richesses naturelles s'exportent brutes, et la valeur ajoutée reste captée par les économies centrales.

Les tensions sociales culminent avec les mouvements étudiants et populaires de 1972, connus sous le nom de « Mai malgache ». Des dizaines de milliers d'étudiants et de travailleurs descendent dans les rues d'Antananarivo, réclamant la fin de la dépendance française, la malgachisation de l'enseignement et une politique économique redistributive. Face à ces mobilisations, le régime Tsiranana capitule : le général Ramanantsoa prend le pouvoir en mai 1972, amorçant la transition vers ce qui deviendra la Deuxième République. Cette crise révèle l'échec profond du modèle libéral postcolonial à produire légitimité sociale et développement économique, ce que Weber (1971) analysait comme l'épuisement de la domination traditionnelle et légale-rationnelle lorsqu'elle ne parvient plus à se justifier par des résultats tangibles. L'arrivée au pouvoir de Didier Ratsiraka en janvier 1975, à la suite de l'assassinat du colonel Ratsimandrava, marque l'institutionnalisation du tournant idéologique. La proclamation de la Deuxième République en décembre 1975, assortie de la *Charte de la révolution socialiste*, opère une rupture formelle avec le libéralisme de la Première République. Mais comme le souligne Weber (1971), « l'extension de la bureaucratie signifie toujours l'extension de la domination » (p. 223) : la centralisation étatique qui accompagne le tournant socialiste porte en germe les contradictions qui affaibliront durablement ce projet.

## I.3. Influence des idéologies tiers-mondistes et socialistes

Le choix du socialisme à Madagascar s'inscrit dans un contexte international particulièrement favorable à ces idéologies dans les années 1960–1970. La Conférence de Bandung (1955), réunissant 29 pays d'Afrique et d'Asie, avait posé les bases d'un tiers-mondisme politique rejetant simultanément l'alignement sur le bloc occidental et le bloc soviétique, tout en réclamant une restructuration équitable des relations économiques internationales. La création du Mouvement des non-alignés (1961) et la montée en puissance du Groupe des 77 à l'ONU offrent un cadre institutionnel à ces aspirations. Madagascar cherche alors à s'inscrire dans cette dynamique de solidarité Sud-Sud, tout en revendiquant une voie spécifique adaptée à ses réalités nationales. Les socialismes africains constituent un ensemble hétérogène de références pour Ratsiraka. Le socialisme scientifique du MPLA angolais, le socialisme tanzanien de Julius Nyerere fondé sur l'*ujamaa* (communautarisme rural), le socialisme béninois de Mathieu Kérékou, ou encore le socialisme algérien issu du FLN offrent autant de modèles partiellement mobilisables. Young (1982) a montré que les socialismes africains postcoloniaux partagent des traits communs : la critique du capitalisme comme vecteur de dépendance, la valorisation de l'État comme agent de développement, et la référence à des formes de solidarité précoloniales. Mais ils diffèrent profondément dans leurs modalités institutionnelles et leurs résultats effectifs.

Le marxisme-léninisme est mobilisé de manière sélective à Madagascar, adaptée aux réalités nationales et notamment rurales d'une société où plus de 80 % de la population vit de l'agriculture. Cette adaptation rejoint l'analyse de Samir Amin (1973) selon laquelle les sociétés périphériques doivent inventer des trajectoires propres de développement : « *le développement autocentré est une condition de la libération réelle des sociétés périphériques* » (p. 365). La Charte de la révolution socialiste malgache intègre ainsi des références au *fihavanana* et aux pratiques communautaires du *fokontany* (unité de base administrative et sociale), tentant d'articuler marxisme importé et socialisme culturellement enraciné. Toutefois, cette hybridation idéologique n'est pas sans tensions. Hannah Arendt (1972) avait mis en garde contre le danger d'une idéologie prétendant détenir les lois de l'histoire : « *l'idéologie est la logique d'une idée, appliquée à l'histoire* » (p. 469). Dans le cas malgache, cette prétention à l'universalité théorique se heurte à la particularité des réalités sociales locales, créant un écart croissant entre le discours révolutionnaire et les pratiques quotidiennes des

populations. Cette tension structurelle entre projet d'émancipation nationale et modèle idéologique partiellement importé explique en grande partie les difficultés ultérieures de son instauration effective.

## II. LES DÉFIS STRUCTURELS DE L'INSTAURATION DU SOCIALISME À MADAGASCAR

### II.1. Une économie dépendante et faiblement industrialisée

L'un des obstacles majeurs à l'instauration efficace du socialisme à Madagascar réside dans la structure même de son économie. En 1975, au moment du tournant socialiste officiel, le pays présente tous les traits d'une économie périphérique classique : plus de 80 % de la population active travaille dans l'agriculture de subsistance ou d'exportation, le secteur industriel ne dépasse pas 12 % du PIB, les infrastructures de transport restent très insuffisantes, et l'économie nationale dépend quasi-exclusivement de l'exportation de quelques produits primaires : vanille, café, girofle, clous de girofle et chromite (Raison, 1984). Le taux d'investissement est faible, le marché intérieur étroit, et les compétences techniques et managériales extrêmement limitées. Comme l'avait théorisé Marx (1972), « *une formation sociale ne disparaît jamais avant que se développe toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir* » (p. 10). Or, dans le cas malgache, cette condition matérielle fait largement défaut. La nationalisation des secteurs stratégiques opérée à partir de 1975 - banques, assurances, commerce extérieur, mines, industries agro-alimentaires - se heurte immédiatement à l'absence de cadres techniques nationaux, à la fuite des investisseurs et des techniciens étrangers, et à la faiblesse des infrastructures. Les entreprises nationalisées, souvent héritées en mauvais état de leurs propriétaires privés, accumulent rapidement des déficits que l'État doit combler par l'endettement.

La théorie de la dépendance, développée indépendamment par Samir Amin (1970), André Gunder Frank (1967) et Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto (1979), fournit le cadre analytique le plus approprié pour comprendre cette situation. Amin (1970) souligne que « *le capitalisme périphérique ne produit pas le développement, mais le sous-développement* » (p. 141) : les économies périphériques sont intégrées au marché mondial de manière subordonnée, leurs surplus étant systématiquement transférés vers les économies centrales par les mécanismes des termes de l'échange inégaux, des rapatriements de profits et des flux financiers. Frank (1967) complète cette analyse en montrant que le développement du capitalisme dans les métropoles est structurellement lié au sous-développement des périphéries - ce qu'il nomme le « développement du sous-développement ». Dans ce contexte, les politiques de nationalisation malgaches produisent des résultats décevants. Entre 1975 et 1980, la production industrielle nationale croît à un rythme insuffisant pour compenser la dépréciation du capital hérité et les pertes dues à la mauvaise gestion des entreprises d'État. Les exportations stagnent, voire déclinent en volume, tandis que la facture des importations - notamment en produits pétroliers et biens d'équipement - s'alourdit considérablement. Le socialisme se trouve confronté à une contradiction fondamentale : vouloir planifier et redistribuer sans base productive autonome suffisante, dans une économie demeurée extravertie et dépendante des aléas du marché mondial des matières premières.

### II.2. La faiblesse de l'État et des institutions

Le deuxième défi majeur tient à la faiblesse structurelle de l'État malgache. Héritier d'un appareil administratif colonial conçu pour l'extraction fiscale et le contrôle politique plutôt que pour la transformation sociale et le développement, l'État postcolonial peine à assumer les fonctions élargies que suppose un projet socialiste ambitieux : planification économique, redistribution des revenus, contrôle démocratique de l'économie, fourniture de services publics universels. Chazan et al. (1992) ont montré que la plupart des États africains postcoloniaux héritent d'administrations coloniales hypertrophiées dans leurs fonctions répressives mais atrophiées dans leurs capacités de régulation économique et de prestation de services sociaux. La centralisation accrue opérée après 1975, avec l'instauration du parti unique AREMA (Antoko REvolutionnera Malagasy - Avant-garde de la Révolution Malgache), ne s'accompagne pas d'un renforcement réel des capacités institutionnelles. Au contraire, la fusion progressive de l'appareil d'État et du parti crée une bureaucratie pléthorique mais peu efficace, où les logiques de fidélité politique l'emportent sur les critères de compétence technique. Weber (1971) avait pourtant averti des risques inhérents à une domination bureaucratique non contrôlée : « *la bureaucratie est, par sa nature même, un instrument de domination rationnelle extrêmement difficile à détruire* » (p. 229). Cette rigidité bureaucratique contribue à une distanciation croissante entre l'État et les populations, en particulier rurales.

Le concept gramscien d'hégémonie permet d'éclairer plus précisément cette difficulté. Pour Gramsci (1996), l'État n'est pas seulement un appareil de coercition, mais « *un ensemble de pratiques et de consentements* » (p. 182) : la domination politique durable repose sur la capacité à construire un consensus actif, une adhésion culturelle et morale des classes dominées au projet politique des classes dirigeantes. Or, le socialisme malgache peine à construire cette hégémonie : il reste largement un projet imposé d'en haut, formulé par des élites politiques et militaires urbaines, sans enracinement organique dans les pratiques sociales et culturelles des masses paysannes qui constituent la majorité de la population. Bayart (1989) a montré, dans une perspective comparative africaine, que les partis uniques africains

reproduisent souvent les logiques de prédation et de clientélisme héritées de la structure coloniale, au lieu de les dépasser.

L'incapacité à construire une véritable hégémonie socialiste à Madagascar se manifeste concrètement dans l'échec des politiques de planification : les plans quinquennaux successifs (1978–1982 ; 1983–1987) restent largement fictifs, les objectifs de production non atteints, les investissements publics insuffisamment coordonnés. L'administration locale, censée incarner le socialisme au niveau des *fokontany*, devient souvent un instrument de contrôle politique plutôt qu'un outil de développement participatif.

### II.3. La politisation autoritaire du socialisme

L'un des défis les plus décisifs de l'instauration du socialisme à Madagascar réside dans sa politisation autoritaire progressive. Dès 1975, le socialisme devient une idéologie d'État, mobilisée pour légitimer la concentration du pouvoir politique entre les mains du président Ratsiraka et de l'appareil du parti AREMA. La suppression du pluralisme partisan, la restriction des libertés de presse et de réunion, la marginalisation des syndicats indépendants et des associations de la société civile affaiblissent la participation populaire, pourtant indispensable à tout projet socialiste authentique. Hannah Arendt (1972) avait souligné que la transformation d'une théorie critique en idéologie officielle entraîne une confiscation du politique : « *là où tout est politique, plus rien n'est politique* » (p. 229). Dans le contexte malgache, la confusion entre État, parti et société produit un effet paradoxal : au nom du peuple et de sa libération, le peuple est tenu à distance du pouvoir réel. Les organisations de masse créées par le régime - syndicats, organisations féminines, jeunesses - sont inféodées au parti et servent de courroies de transmission idéologique plutôt que de véritables espaces d'expression populaire.

Rosa Luxemburg (1971) avait anticipé cette dérive dans sa critique de la révolution bolchévique : « *sans élections générales, sans liberté de presse et de réunion, la vie s'éteint dans toutes les institutions publiques* » (p. 71). Le socialisme malgache reproduit exactement ce travers : en supprimant les contre-pouvoirs au nom de l'efficacité révolutionnaire, il se prive des mécanismes de régulation et de correction qui auraient permis d'adapter le projet aux réalités changeantes. Les erreurs de politique économique ne peuvent être signalées ni corrigées par la presse ou l'opposition ; les résistances sociales à certaines réformes (notamment les coopératives agricoles) ne remontent pas jusqu'aux décideurs. Le socialisme cesse d'être une praxis collective pour devenir un discours de légitimation du pouvoir établi. Sur le plan concret, les atteintes aux libertés publiques sous Ratsiraka sont documentées : emprisonnement de journalistes et d'opposants, censure de la presse, surveillance des universités. Young (1982) a montré que cette dérive autoritaire est caractéristique d'un grand nombre de régimes se réclamant du socialisme en Afrique : le parti unique tend à instrumentaliser l'idéologie pour consolider le monopole du pouvoir, au détriment des objectifs transformateurs originels. La politisation autoritaire du socialisme malgache contribue ainsi à son discrédit progressif dans les années 1980 et prépare les conditions de son effondrement idéologique.

## III. CONTRAINTES EXTERNES ET CONTRADICTIONS INTERNES DU PROJET SOCIALISTE MALGACHE

### III.1. Pressions internationales et dépendance financière

L'instauration du socialisme à Madagascar s'est déroulée dans un contexte international particulièrement contraignant. La dégradation des termes de l'échange entre produits primaires et produits manufacturés, phénomène que Prebisch et Singer avaient théorisé dès les années 1950, érode continûment les recettes d'exportation malgaches. Les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 aggravent considérablement la situation : Madagascar, importateur net de pétrole, voit sa facture énergétique multiplier par cinq entre 1972 et 1980, creusant un déficit de balance des paiements que l'État tente de combler par l'endettement international.

La dette extérieure malgache suit une trajectoire explosive : de 150 millions de dollars en 1975, elle passe à environ 1,2 milliard en 1980, puis à près de 2,5 milliards en 1985, représentant alors plus de 100 % du PIB (Mkandawire & Soludo, 1998). En 1980, l'État malgache se trouve dans l'incapacité d'honorer ses échéances de dette, contraignant le gouvernement à solliciter l'aide d'urgence du Fonds monétaire international. Cette démarche marque un tournant décisif : les conditionnalités imposées par le FMI et la Banque mondiale remettent fondamentalement en cause les principes du socialisme d'État malgache. La situation confirme l'analyse marxienne : « *le marché mondial constitue la base et la condition de l'existence du mode de production capitaliste* » (Marx, 1980, p. 160), et aucun État périphérique ne peut s'en abstraire impunément.

À partir de 1981–1982, Madagascar adopte progressivement des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui imposent une rupture avec les principes socialistes : libéralisation des prix agricoles et industriels, privatisation des entreprises d'État, réduction drastique des dépenses publiques (santé, éducation, subventions alimentaires),

dévaluation de la monnaie nationale. Cornia, Jolly et Stewart (1987) ont documenté, dans leur étude comparative sur l'ajustement structurel en Afrique, les conséquences sociales désastreuses de ces politiques : augmentation de la pauvreté, dégradation des indicateurs de santé et d'éducation, aggravation des inégalités. Madagascar ne fait pas exception : entre 1980 et 1990, le PIB par habitant diminue de près de 40 % en termes réels, et les services publics se délabrent faute de financement. Wallerstein (1984) fournit le cadre théorique le plus approprié pour comprendre cette contrainte structurelle : dans le système-monde capitaliste, les États périphériques disposent d'une marge de manœuvre structurellement limitée par leur position subordonnée dans la division internationale du travail et dans les circuits financiers mondiaux. « *Les États de la périphérie ne peuvent se développer que dans les limites fixées par l'économie-monde capitaliste* » (p. 98). Le socialisme malgache se trouve donc pris dans une contradiction insoluble entre volonté d'autonomie nationale et dépendance financière internationale : plus il s'endette pour financer ses investissements socialistes, plus il se retrouve soumis aux conditionnalités libérales des institutions financières internationales.

### III.2. Contradictions entre idéologie socialiste et réalités sociales locales

Au-delà des contraintes externes, le projet socialiste à Madagascar révèle des contradictions internes profondes liées à son rapport aux réalités sociales locales. L'idéologie officielle, largement inspirée du marxisme-léninisme d'inspiration soviétique, privilégie une lecture étatiste, productiviste et urbanocentriste de la transformation sociale, alors que la société malgache demeure majoritairement rurale (plus de 80 % de la population en 1975), structurée par des formes communautaires spécifiques, des solidarités traditionnelles (*fihavanana*), des systèmes d'interdits (*fady*) et une économie informelle largement autonome vis-à-vis de l'État.

La notion bourdieusienne d'*habitus* permet d'analyser précisément cet écart. Bourdieu (1980) montre que les structures sociales ne fonctionnent durablement que « *dans la mesure où elles rencontrent des dispositions modifiées à leur fonctionnement* » (p. 88) : les politiques sociales qui s'ignorent des dispositions incorporées des agents, leurs habitudes pratiques, leurs représentations du monde, leurs schèmes d'action, sont vouées à l'échec ou à la résistance passive. Les coopératives agricoles imposées par l'État socialiste malgache à partir de la fin des années 1970 illustrent parfaitement cette dynamique : conçues selon un modèle bureaucratique uniforme, sans tenir compte des organisations agraires traditionnelles ni des logiques locales de coopération, elles suscitent la méfiance des paysans et restent largement sous-utilisées. Raison (1984), dans son étude des hautes terres malgaches, documente les résistances paysannes aux réformes agraires socialistes : les villageois acceptent formellement les coopératives pour bénéficier des intrants subventionnés (semences, engrais), mais continuent de pratiquer leurs systèmes d'entraide traditionnels (*valintanana*, *fivoriana*) en dehors du cadre officiel. Cette dualité illustre le fossé entre les structures institutionnelles créées par le haut et les pratiques sociales réelles. Le socialisme d'État peine à s'enraciner dans les *habitus* sociaux, produisant une adhésion de façade qui ne mobilise pas l'énergie sociale nécessaire à une véritable transformation.

Althusser (1970) reconnaissait lui-même le risque d'une réduction de la complexité sociale dans l'analyse marxiste orthodoxe : « *l'idéologie n'est pas une simple illusion, mais une réalité matérielle inscrite dans des pratiques* » (p. 12). Le socialisme malgache sous-estime précisément cette dimension matérielle et symbolique des pratiques sociales : il présuppose que la transformation des rapports de propriété suffit à changer les comportements économiques et sociaux, sans mesurer la force d'inertie des *habitus* construits sur plusieurs générations. L'incapacité du socialisme malgache à transformer durablement les pratiques sociales tient ainsi à une sous-estimation structurelle de la dimension culturelle et symbolique de la domination et de l'émancipation - ce que ni Marx, ni Lénine, ni les planificateurs d'Antananarivo n'avaient suffisamment anticipé.

### III.3. Crise de légitimité et désenchantement populaire

Les contraintes économiques, les contradictions sociales et la dérive autoritaire du régime conduisent progressivement, au cours des années 1980, à une crise de légitimité profonde du projet socialiste. Dès 1982-1983, les effets des programmes d'ajustement structurel se font brutalement sentir : suppression des subventions sur les produits alimentaires de base (riz, huile, sucre), inflation galopante (atteignant 35 % en 1982), pénuries de médicaments dans les dispensaires, dégradation des infrastructures scolaires. Le socialisme, initialement porteur d'espoirs d'égalité et de justice sociale, devient synonyme de restriction, de contrôle bureaucratique et d'échec économique manifeste. Habermas (1978) a théorisé ce type de situation sous le concept de « *crise de légitimation* » : « *une crise de légitimation surgit lorsque le système politique ne parvient plus à justifier normativement l'exercice du pouvoir* » (p. 72). À Madagascar, le divorce entre le discours révolutionnaire - qui promet l'émancipation, l'égalité et le développement - et l'expérience vécue des populations - qui subissent la pauvreté croissante, la corruption administrative et l'arbitraire du parti unique - crée un fossé insupportable. Les institutions du régime perdent toute crédibilité : ni l'Assemblée nationale inféodée à AREMA, ni les organisations de masse contrôlées par le parti, ni les media d'État ne peuvent plus fonctionner comme vecteurs de légitimation.

Cette crise de légitimité s'approfondit tout au long des années 1980 sous la pression combinée de la dégradation économique et de la montée des revendications démocratiques dans le contexte de la fin de la guerre froide. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement des régimes socialistes d'Europe de l'Est achèvent de discréditer le modèle d'inspiration soviétique. En 1991, le mouvement des « Forces vives », coalition hétérogène d'Églises, de syndicats, de partis d'opposition et d'associations civiques, organise une grève générale et des manifestations massives qui paralysent le pays pendant plusieurs mois. Le régime Ratsiraka, incapable de réprimer ce mouvement sans risquer une guerre civile, doit accepter une transition négociée vers le multipartisme. Arendt (1961) permet de penser ce moment comme l'épuisement d'une idéologie devenue incapable de produire du sens commun et de l'action collective : « *lorsque les mots perdent leur sens, les hommes perdent leur capacité d'agir ensemble* » (p. 220). Le vocabulaire révolutionnaire du régime Ratsiraka, émancipation, peuple, socialisme, révolution, s'est vidé de tout contenu réel aux yeux des populations, devenant une rhétorique creuse que plus personne ne prend au sérieux. La Conférence nationale de 1992 et l'adoption d'une nouvelle Constitution multipartiste marquent symboliquement la fin de l'hégémonie socialiste dans le champ politique malgache. Le socialisme apparaît alors moins comme un projet achevé que comme une expérience historique inaboutie, dont l'échec tient autant à des contraintes externes structurelles qu'à des contradictions internes non résolues.

## CONCLUSION

L'analyse des causes et des défis de l'instauration du socialisme à Madagascar met en lumière une expérience historique profondément marquée par l'écart entre un projet d'émancipations ambitieuses et les conditions réelles de sa mise en œuvre. Né d'une volonté authentique de rupture avec l'ordre colonial, confirmée par la violence de la répression de 1947 et la permanence des structures néocoloniales sous la Première République, le socialisme malgache s'est présenté comme une réponse à la dépendance économique, aux inégalités sociales et à la crise de l'État postcolonial libéral. À ce titre, il ne saurait être réduit à une simple parenthèse idéologique ni à une imitation mécanique de modèles étrangers : il exprime une demande sociale et politique réelle, un désir d'émancipation et de dignité nationale que le libéralisme de la Première République avait été incapable de satisfaire. Cependant, cette étude montre que le socialisme à Madagascar s'est heurté à un ensemble redoutable de contraintes structurelles. Sur le plan économique, la faiblesse des forces productives, l'extraversion de l'économie et la dépendance technologique et financière vis-à-vis de l'extérieur rendaient illusoire toute planification socialiste pleinement souveraine, comme la théorie de la dépendance (Amin, 1973 ; Frank, 1967 ; Cardoso & Faletto, 1979) et le système-monde (Wallerstein, 1984) le laissaient prévoir. Sur le plan institutionnel, la fragilité de l'appareil d'État hérité de la colonisation, la bureaucratisation croissante du parti unique et l'absence de mécanismes de contrôle démocratique ont progressivement vidé le projet socialiste de sa dimension participative et transformatrice. À ces limites matérielles et institutionnelles se sont ajoutées des contradictions politiques et culturelles majeures. La politisation autoritaire du socialisme, dénoncée par Rosa Luxemburg (1971) comme antinomique avec toute émancipation authentique, a supprimé les contre-pouvoirs nécessaires à l'autocorrection du projet. La sous-estimation des réalités sociales et culturelles locales, analysable à travers le concept bourdieusien d'*habitus* (Bourdieu, 1980), a conduit à l'inadéquation entre les politiques conçues par l'État central et les pratiques des populations rurales. Enfin, les pressions des institutions financières internationales, à travers les programmes d'ajustement structurel, ont contraint le régime à abandonner progressivement ses engagements socialistes, achevant de le discréditer aux yeux d'une population qui ne voyait plus aucune différence entre le socialisme du discours et le libéralisme de fait.

L'échec relatif du socialisme malgache ne saurait ainsi être imputé exclusivement à une prétendue invalidité théorique du socialisme en tant que tel. Il révèle plutôt les difficultés propres aux sociétés postcoloniales à articuler transformation économique, souveraineté politique et légitimité démocratique dans un système mondial structurellement inégal. En ce sens, l'expérience malgache confirme les analyses critiques, tant marxistes que post-marxistes, sur les limites d'un socialisme d'État instauré dans des conditions de dépendance et sans enracinement social suffisamment profond. Comme le souligne Mamdani (1996) dans sa réflexion sur les héritages du colonialisme en Afrique, la transformation politique postcoloniale ne peut se réduire à un changement de régime : elle requiert une reconfiguration profonde des relations entre État et société, qui passe nécessairement par la construction d'une citoyenneté active et d'espaces publics autonomes. Loin d'inviter à un simple rejet du socialisme, cette trajectoire historique appelle à une réflexion renouvelée sur les conditions concrètes de l'émancipation dans les sociétés périphériques. Elle suggère que toute alternative viable au capitalisme dépendant doit répondre à une double exigence : d'une part, une transformation des structures économiques qui tienne compte des forces productives réellement existantes et des conditions d'insertion dans le système mondial ; d'autre part, la construction d'un espace politique réellement pluraliste, fondé sur la participation populaire effective et la garantie des libertés fondamentales. C'est précisément cette double dimension, économique et démocratique, que le socialisme malgache n'est pas parvenu à articuler durablement.

Les leçons de l'expérience malgache conservent une résonance contemporaine pour les sociétés du Sud global qui cherchent aujourd'hui des alternatives au néolibéralisme. Elles invitent à dépasser à la fois le modèle du socialisme

d'État autoritaire et le dogme libéral de l'ajustement structurel, pour construire des formes hybrides de régulation économique et de solidarité sociale qui s'enracinent dans les réalités culturelles et institutionnelles locales tout en s'articulant aux dynamiques mondiales. Le socialisme à Madagascar apparaît ainsi moins comme un modèle achevé que comme une expérience critique irremplaçable, dont l'analyse rigoureuse demeure indispensable pour penser les formes contemporaines de justice sociale, de souveraineté et de démocratie dans les sociétés postcoloniales.

## RÉFÉRENCES

- Althusser, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'État. *La Pensée*, (151), 3–38.
- Amin, S. (1970). L'accumulation à l'échelle mondiale. *Anthropos*.
- Amin, S. (1973). Le développement inégal. Éditions de Minuit.
- Archer, R. (1976). Madagascar depuis 1972. L'Harmattan.
- Arendt, H. (1961). La condition de l'homme moderne. Calmann-Lévy.
- Arendt, H. (1972). La crise de la culture. Gallimard. (Œuvre originale publiée en 1961)
- Arendt, H. (1972). Les origines du totalitarisme (trad. M. Leiris). Gallimard. (Œuvre originale publiée en 1951)
- Althusser, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'État. *La Pensée*, (151), 3–38.
- Bayart, J.-F. (1989). L'État en Afrique : la politique du ventre. Fayard.
- Bourdieu, P. (1980). Le sens pratique. Éditions de Minuit.
- Cardoso, F. H., & Faletto, E. (1979). Dependency and development in Latin America. University of California Press.
- Chazan, N., Mortimer, R., Ravenhill, J., & Rothchild, D. (1992). Politics and society in contemporary Africa. Lynne Rienner.
- Cornia, G. A., Jolly, R., & Stewart, F. (Éds.). (1987). Adjustment with a human face. Clarendon Press.
- Fanon, F. (1961). Les damnés de la terre. Maspero.
- Frank, A. G. (1967). Capitalism and underdevelopment in Latin America. Monthly Review Press.
- Gramsci, A. (1996). Cahiers de prison (trad. G. Granel). Gallimard. (Œuvre originale publiée en 1929–1935)
- Habermas, J. (1978). Raison et légitimité (trad. J. Lacoste). Payot. (Œuvre originale publiée en 1973)
- Luxemburg, R. (1971). La révolution russe. Maspero. (Œuvre originale publiée en 1918)
- Mamdani, M. (1996). Citizen and subject: Contemporary Africa and the legacy of late colonialism. Princeton University Press.
- Marx, K. (1972). Contribution à la critique de l'économie politique. Éditions sociales. (Œuvre originale publiée en 1859)
- Marx, K. (1976). Le Capital (Livre I, trad. J. Roy). Éditions sociales. (Œuvre originale publiée en 1867)
- Marx, K. (1980). Grundrisse. Éditions sociales. (Œuvre originale publiée en 1857–1858)
- Mkandawire, T., & Soludo, C. C. (1998). Our continent, our future: African perspectives on structural adjustment. CODESRIA.
- Raison, J.-P. (1984). Les hautes terres de Madagascar. CNRS.
- Wallerstein, I. (1984). Le système du monde du XVe siècle à nos jours. Flammarion.
- Weber, M. (1971). Économie et société (Vol. 1). Plon. (Œuvre originale publiée en 1922)
- Young, C. (1982). Ideology and development in Africa. Yale University Press.



**How to cite this article: SOLOFOMANANDAZA Thomas Fabien. ENTRE IDÉOLOGIE ET RÉALITÉ : L'EXPÉRIENCE DU SOCIALISME MALGACHE. *Am. J. innov. res. appl. sci.* 2026, 22(5): 1-8. DOI: 10.5281/ZENODO.20380902**

This is an Open Access article distributed in accordance with the Creative Commons Attribution Non Commercial (CC BY-NC 4.0) license, which permits others to distribute, remix, adapt, build upon this work non-commercially, and license their derivative works on different terms, provided the original work is properly cited and the use is non-commercial. See:

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>